

REPUBLIQUE FRANÇAISE



Police du stationnement

Extrait du registre des arrêtés du Maire

GRAND LYON
la métropole

Police de la circulation

Extrait du registre des arrêtés du Président

COMMUNE DE CRAPONNE ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 19.06 T

Objet : CONSTRUCTION D'UN BRANCHEMENT D'ASSAINISSEMENT – 24 AVENUE JEAN BERGERON – SARL STPML

**Le Maire de CRAPONNE
Le Président de la Métropole de Lyon**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,
- Les articles L.2213-2-2°, L.2213-2-3°, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire
- Les articles L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-2-2°, L.2213-4 alinéa 1^{er}, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

VU la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

VU le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvée en 1997 et révisé en 2005 ;

VU l'arrêté N°2017-07-20-R-0570 du 20 juillet 2017 portant délégation de signature, pour les mesures de police de la circulation à Pierre Abadie, vice-président délégué à la Voirie ;

VU l'avis de la Métropole de Lyon ;

VU la demande formulée SARL STPML pour le compte de LYON METROPOLE EAU

Considérant l'impossibilité d'entreprendre ces travaux sans réglementer la circulation et le stationnement sur l'avenue Jean Bergeron

Il y a lieu de modifier le Règlement Général de la Circulation comme suit :

ARRETEMENT

Article 1er : L'intervenant : SARL STPML
50 rue Marcel Mérieux
69280 SAINTE CONSORCE

Est autorisé à exécuter ses travaux dans les conditions suivantes :

Nature des travaux : Construction d'un branchement d'assainissement

Localisation des Travaux : 24 avenue Jean Bergeron

Période de réalisation : du lundi 21 janvier 2019 au vendredi 25 janvier 2019 de 08h00 à 17h00

Durée des travaux : 05 jours

Numéro Lyvia : 201900187

Réglementation mise en place :

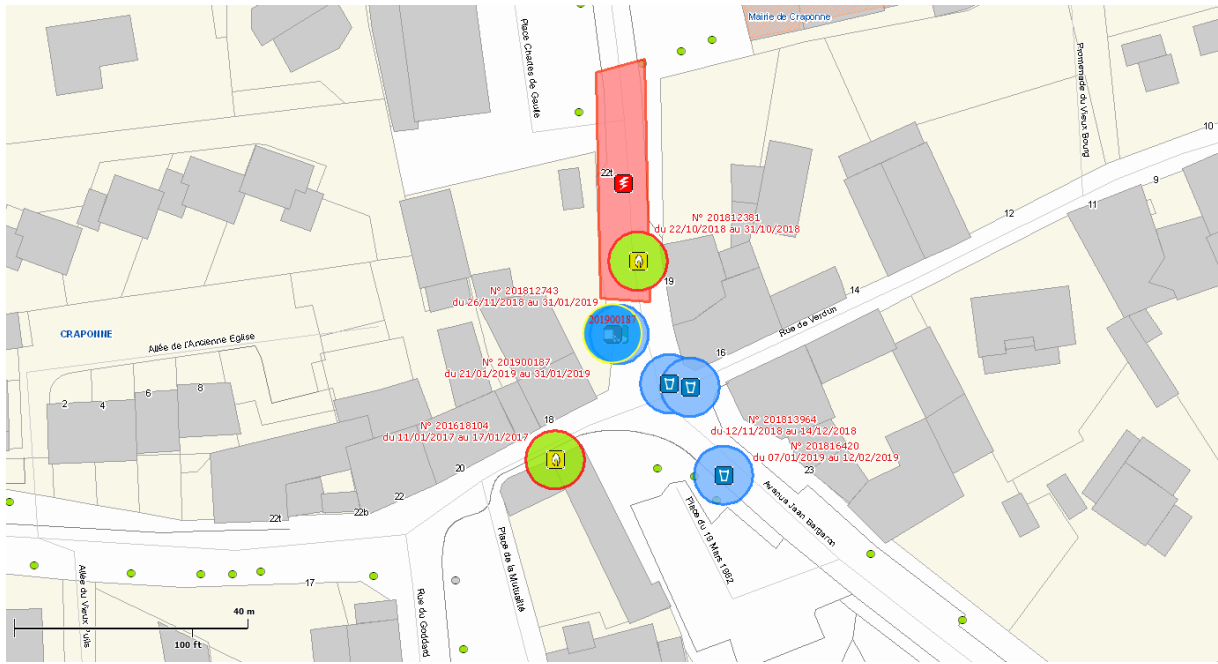
- **Circulation sur chaussée réduite avec alternat par feux de chantier**
- **Stationnement interdit et qualifié de gênant au droit du chantier**
- **Réfection définitive des tranchées IMMEDIATEMENT après le chantier**
- **Hors présence « in situ » de l'entreprise, mise en place de plaques de protection et remise en circulation normale en fin de journée. Les réfections définitives sont à réaliser à l'identique immédiatement en fin de chantier**

Article 2 : La signalisation appropriée sera mise en place conformément à la législation en vigueur et dans les délais réglementaires aux frais et sous la responsabilité de l'Entreprise responsable des travaux.

Article 3 : Le passage des riverains, des véhicules de sécurité et de lutte contre l'incendie et des services publics sera préservé.

Article 4 : L'entreprise demeurera responsable de tous les accidents, incidents ou dommages pouvant survenir aux personnes et aux choses du fait de l'autorisation qui lui est accordée.

Article 5 : Ci-joint l'extrait du plan Lyvia de la localisation des travaux.



Article 6 : Des ampliations du présent arrêté seront adressées à :

- Police Municipale
- SARL STPML
- Direction Voirie - LYVIA

Article dernier

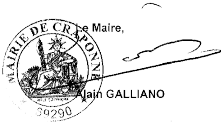
Mesdames, messieurs : le Directeur Général des Services de la commune de Craponne, le Directeur Général des Services de la Métropole de Lyon, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le Directeur des Services Départemental d'Incendie et de secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté temporaire ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Craponne, le 09/01/2019
Pour le Maire,



A Lyon, le 09/01/2019
Pour le Président de la Métropole,



Le Vice Président Délégué à la Voirie
Pierre Abadie